

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

REGLEMENT DE CONCOURS

Indice 2 – 17/11/2015

Concours de maîtrise d'œuvre
Marché passé en application des articles 38, 70 et 74 du Code des marchés publics
(décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006)

POUVOIR ADJUDICATEUR :

VILLE DU PECQ

13 bis, quai Maurice Berteaux
78230 LE PECQ
Tél: 01 30 61 21 21

Objet de la consultation :

Maîtrise d'œuvre pour la reconstruction du Groupe Scolaire Jean Moulin et du Local Jeunes (SPOT) en démarche environnementale (HQE) sans certification.

Date et heure limites de remise des prestations :

12 février 2016 à 16h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2. ORGANISATION GENERALE DE LA CONSULTATION	5
2.1 MAITRISE D'OUVRAGE	5
2.2 MISSION CONFIEE AU MAITRE D'ŒUVRE	6
MISSION DE BASE	6
2.3 MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	6
2.4 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	6
2.5 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	6
ARTICLE 3. DOSSIER DE CONSULTATION REMIS AUX CANDIDATS	7
3.1 CONTENU DU DOSSIER	7
ARTICLE 4. PRESENTATION DE L'OPERATION - PROGRAMME	8
4.1 REUNION D'INFORMATION	8
4.2 PROGRAMME	8
5 ARTICLE 5. DOCUMENTS A REMETTRE PAR LES CANDIDATS	8
5.1 DOCUMENTS GRAPHIQUES	9
5.2 DOCUMENTS ECRITS	15
5.2.1 ENVELOPPE N° 1	15
5.2.2 ENVELOPPE N° 2	17
5.3 MAQUETTE	17
ARTICLE 6. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PRESTATIONS	18
6.4 GARANTIE DE L'ANONYMAT	21
ARTICLE 7. EXAMEN DES PRESTATIONS	21
7.1. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE	21
7.2 COMPOSITION DU JURY	22
7.3 CRITERES DE JUGEMENT DES PRESTATIONS	23
7.4 MODALITES D'INDEMNISATION DES CONCURRENTS	23
7.5 NEGOCIATION AVEC LE OU LES LAUREATS	23
ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHE	24
ATTESTATIONS ET DOCUMENTS A PRODUIRE AVANT ATTRIBUTION (ARTICLE 46 DU CODE DES MARCHES PUBLICS)	24

ARTICLE 9. DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL	24
9.1 DEROULEMENT DU CONCOURS	24
9.2 ACHEMINEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	24
9.3 DROIT DE PROPRIETE ET PUBLICITE DES PROJETS	24

Article 1. Objet de la consultation

Le présent concours concerne la désignation d'un maître d'œuvre pour la construction **d'un groupe scolaire (maternelle, élémentaire, CLEM, CLSH et RASED) et d'un local jeunes en démarche environnementale (HQE) sans certification.**

Le nouveau groupe scolaire sera construit sur une parcelle implantée dans le quartier Charles de Gaulle – L'ermitage au sud de la commune du Pecq. Celle-ci dispose d'une superficie égale à 13 061 m² (parcelle + accès) sur laquelle sont implantés les bâtiments municipaux suivants : l'actuel groupe scolaire, les logements de fonction et un transformateur EDF. La parcelle se situe à proximité du Square Jean Moulin, de la piste d'athlétisme, du Gymnase et du Collège Jean Moulin. Le local Jeunes, appelé le SPOT se trouve sur une parcelle proche du groupe scolaire qui représente 644 m². L'ensemble sera déconstruit pour laisser la place aux nouvelles constructions répondant davantage aux besoins.

Le concepteur délimitera une emprise, qui ne devra pas être inférieure à 2 350 m², inclus au périmètre du projet du Groupe Scolaire. Ce périmètre devra être accessible depuis l'Avenue Charles de Gaulle, grâce à une liaison indépendante et pertinente.

Le périmètre proposé devra permettre la réalisation d'environ 35 logements (non inclus au présent marché) en collectif. Aucune représentation, image, plans ne sont attendus concernant ces logements. Cependant, le choix du périmètre devra induire une conception future simple, fonctionnelle et adaptée au contexte prochain. La forme du périmètre proposé doit être de géométrie simple et ne doit pas comporter de recoins ou formes biscornues qui limiteront le potentiel constructif du site.

Les fonctions majeures du programme de l'opération sont les suivantes :

ENSEMBLES FONCTIONNELS	SURFACE UTILE PROGRAMMEE
• L'Ecole maternelle	1 597 m ²
• Le CLEM (Centre de Loisirs des Ecoles Maternelles)	204 m ²
• L'école élémentaire	1 000 m ²
• Le Centre de Loisirs Sans Hébergement	130 m ²
• Le Réseau d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté	50 m ²
• Logement	80 m ²
• Le Local Jeunes	194 m ²

La Surface Utile globale du projet de Groupe Scolaire a été évaluée à 3 061 m² et à 194 m² pour le Local Jeunes.

Le projet s'inscrit dans une démarche HQE® (sans certification) visant à atteindre les cibles suivantes :

CIBLES	NIVEAU DE TRAITEMENT
Cible 1. Relation bâtiment/environnement	Très Performant
Cible 2. Produits, systèmes et procédés de construction	Performant
Cible 3. Chantier à faible impact environnemental	Très Performant
Cible 4. Gestion de l'énergie	Performant
Cible 5. Gestion de l'eau	Performant
Cible 6. Gestion des déchets d'activités	Base

Cible 7.	Maintenance-Pérennité des performances environnementales	Performant
Cible 8.	Confort hygrométrique	Très Performant
Cible 9.	Confort acoustique	Performant
Cible 10.	Confort visuel	Performant
Cible 11.	Confort olfactif	Performant
Cible 12.	Qualité sanitaire des espaces	Base
Cible 13.	Qualité sanitaire de l'air	Performant
Cible 14.	Qualité sanitaire de l'eau	Base

Le marché de maîtrise d'œuvre sera composé d'une tranche ferme (études et travaux pour le groupe scolaire + études pour le local jeunes), d'une tranche conditionnelle (travaux local jeunes).

L'enveloppe financière maximale affectée aux travaux est fixée à 8 960 000 €HT dont 445 000 € H.T. affectée pour le local jeunes (valeur juin 2015).

Cette enveloppe correspond aux travaux de construction de l'établissement (y compris le local jeunes), des V.R.D. dont la réfection de l'accès depuis le Quai Maurice Berteaux (accès, réseaux, éclairage public,...) et des abords (clôture, parvis, stationnements, espaces verts, cours, cheminements piétons, accès pompiers, livraisons et collecte des déchets,...).

Ne sont pas compris dans cette enveloppe :

- ✓ Les honoraires de la maîtrise d'œuvre,
- ✓ Les frais d'études autres que la maîtrise d'œuvre,
- ✓ La déconstruction,
- ✓ Les taxes de raccordement demandées par les concessionnaires des réseaux publics.

La Ville du Pecq prévoit la réalisation de l'opération en deux phases de travaux :

- 1. Phase n° 1 (tranche ferme).** Elle concerne la réalisation du groupe scolaire à l'exception de la construction du local jeunes. Celle-ci comprendra également la réfection de l'accès depuis le Quai Maurice Berteaux et les aménagements extérieurs au groupe scolaire. La durée prévisionnelle de cette tranche de travaux a été estimée à 18 mois hors période de préparation de chantier. Elle intègre néanmoins les études de l'ensemble de l'opération (groupe scolaire et local jeunes).
- 2. Phase n° 2 (tranche conditionnelle n°1).** Il s'agit de la réalisation du local jeunes sur une durée prévisionnelle de 10 mois.

Article 2. Organisation générale de la consultation

2.1 Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la **Ville du PECQ**.

2.2 Mission confiée au maître d'œuvre

Mission de base

Les éléments de mission sont les suivants :

- Les études d'esquisse (ESQ) ;
- Les études d'avant-projet (AVP), qui comprennent :
 - ✓ L'avant projet sommaire (APS) ;
 - ✓ L'avant-projet définitif (APD) ;
- Les études de Permis de Construire (PC) ;
- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- Visa des études d'exécution (VISA) ;
- La direction de l'exécution du contrat de travaux (DET) ;
- L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement (AOR).

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure à l'annexe I de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé. Est intégrée à la mission de base l'intégration de la démarche HQE (sans certification) dans les études de conception et de réalisation du projet.

2.3 Modification de détail au dossier de consultation

La Collectivité se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement de concours.

2.5 Modalités de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Financement sur les ressources propres de la ville et par subventions de la Région Ile de France et du Département des Yvelines.

2.6 Nomenclature CPV :

71221000

2.7 Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa notification et s'achèvera à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai, si les réserves signalées lors de réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Article 3. Dossier de consultation remis aux candidats

3.1 Contenu du dossier

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de concours (RC) – indice 2 ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques et particulières (CCTP) ;
- L'acte d'engagement (A.E.) au format Word ;
- L'analyse du site – indice 4 ;
- Le Programme Fonctionnel, Technique et Environnemental (PFTE) de l'opération – indice 5 ;
- L'extrait du Plan d'occupation du sol concernant la zone UC et les servitudes applicables sur le site ;
- Le Plan de zonage du Plan d'occupation des Sols (n°1)
- Deux plans de servitudes (n°6A et n°6B)
- Le Plan de Prévention des Risques d'Inondations (P.P.R.I.) ;
- Le plan topographique (échelle 1/200ème) au format DWG ;
- Le plan de géomètre identifiant le périmètre de l'opération au format DWG ;
- Le plan de géomètre identifiant le périmètre de l'opération au format pdf ;
- Plan d'assainissement ;
- Récépissés de déclarations de travaux des concessionnaires ;
- Le plan du projet de parkings ;
- Rapport de Diagnostic Amiante avant travaux sur les enrobés – ACOR ETUDES (affaire n°15008) ;
- Le cadre de réponse à compléter par les candidats (fichier EXCEL) :
 - ✓ Tableau des surfaces programme/projet – indice 2 ;
 - ✓ Estimatif travaux et proposition de rémunération (fichier Tableaux_eco du 28/10/2015);
 - ✓ Un tableau de composition des dépenses d'exploitation (fichier Tableaux_eco du 28/10/2015) ;
 - ✓ Tableau d'Evaluation de Qualité Environnementale du Bâtiment.
- La campagne d'investigations géotechniques réalisée par la société Géo experts ;
- Fiche thématique : Aménagement impactant le libre écoulement des eaux.

Article 4. Présentation de l'opération - Programme

4.1 Réunion d'information

Il est prévu une réunion d'information au cours de laquelle le maître de l'ouvrage et les différents intervenants présenteront l'opération et le site. Cette réunion est prévue le vendredi 6 novembre 2015 à 9 h 00 et fera l'objet d'une convocation adressée au mandataire de chaque équipe. La date figurant dans ce courrier devra impérativement être respectée. Lors de cette réunion, le Maître d'Ouvrage fournira sur support informatique (CD-ROM), l'ensemble des pièces constitutives du présent marché.

Les concurrents poseront des questions écrites relatives au dossier. Les questions écrites devront parvenir au maître de l'ouvrage au plus tard le lundi 7 décembre 2015 à 12h00. Le maître de l'ouvrage répondra à l'ensemble des questions. Un compte-rendu sera remis à tous les concurrents, en vue d'être annexé au Dossier de Consultation des Concepteurs, et ce, au plus tard le mardi 22 décembre 2015.

Après diffusion des réponses aux questions des concepteurs, ces derniers pourront poser, des questions complémentaires, jusqu'au mercredi 6 janvier 2016 à 12h00. Il y sera répondu pour le mercredi 13 janvier 2016 au plus tard.

Toutes vos demandes devront être adressées à : urba3@ville-lepecq.org (contact Maïté EFTASSIOU).

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de modifier les dates précitées qui sont fournies à titre indicatif. Dans ce cas, il préviendra les concepteurs par courriers électroniques et courriers recommandés

4.2 Programme

Le programme de l'opération envisagée est joint au dossier de consultation. Conformément à l'article 7 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée, relative à la maîtrise d'ouvrage publique, la mission de maîtrise d'œuvre doit permettre d'apporter une réponse architecturale, technique, environnementale et économique, au programme défini par le maître d'ouvrage.

5 Article 5. Documents à remettre par les candidats

L'offre sera présentée **sans aucune indication permettant l'identification des candidats**. Il est précisé que toute violation relevée par le jury de la règle de l'anonymat par un candidat, entraînera son élimination pour non-conformité et en conséquence, le non paiement de la prime prévue. Aucun symbole, pied de page ou en tête, liseré ou autre figure ne sera toléré sur les documents. Il est demandé au candidat d'être vigilant lors de la remise d'études sur lesquelles pourraient être inscrits des détails pouvant orienter le jury sur le nom du candidat.

Le dossier à remettre par les concurrents comprendra les éléments suivants :

5.1 Documents graphiques

Groupe Scolaire

Sous emballage opaque et anonyme, portant la mention "Pièces graphiques groupe scolaire", le candidat devra fournir une étude d'esquisse, telle que définie par le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 (annexe I) et l'arrêté du 21 décembre 1993, comportant :

- **PG1.** *Un plan d'insertion dans le site à l'échelle 1/500^{ème} ;*
- **PG2.** *Un plan du rez-de-chaussée à l'échelle 1/200^{ème}. Celui-ci fera apparaître l'organisation des espaces extérieurs associés au fonctionnement du projet : parvis, cours de récréation,...*
- **PG3.** *Les plans d'étage à l'échelle 1/200^{ème} ;*
- **PG4.** *Deux coupes significative au 1/100^{ème} (avec emprise de voirie) ;*
- **PG5.** *Toutes les façades au 1/200^{ème} ;*
- **PG6.** *Une vue en perspective traduisant le regard du visiteur sur l'entrée du bâtiment public depuis Quai du 8 Mai 1945 ;*
- **PG7.** *Une vue en perspective traduisant le regard du visiteur entrant dans la ville du Pecq via l'Avenue Charles De Gaulle.*

Local Jeunes

Sous emballage opaque et anonyme, portant la mention "Pièces graphiques local jeunes", le candidat devra fournir une étude d'esquisse, telle que définie par le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 (annexe I) et l'arrêté du 21 décembre 1993, comportant :

- **PG1.** *Un plan d'insertion dans le site à l'échelle 1/500^{ème} ;*
- **PG2.** *Un plan du rez-de-chaussée à l'échelle 1/200^{ème}. Celui-ci fera apparaître l'organisation des espaces extérieurs associés au fonctionnement du projet : entrée, terrasse,...*
- **PG3.** *deux coupes significative au 1/100^{ème} (avec emprise de voirie) ;*
- **PG4.** *Toutes les façades au 1/200^{ème} ;*
- **PG5.** *Une vue en perspective traduisant le regard du visiteur sur l'entrée du bâtiment public depuis le Quai du 8 Mai 1945.*

Le rendu des études d'esquisse sera présenté sur deux panneaux rigides de format A0 vertical pour le Groupe Scolaire et un panneau rigide de format A0 vertical pour le Local Jeunes, en carton plume. Parallèlement, il sera fourni **trois tirages papier roulés (format A0)**.

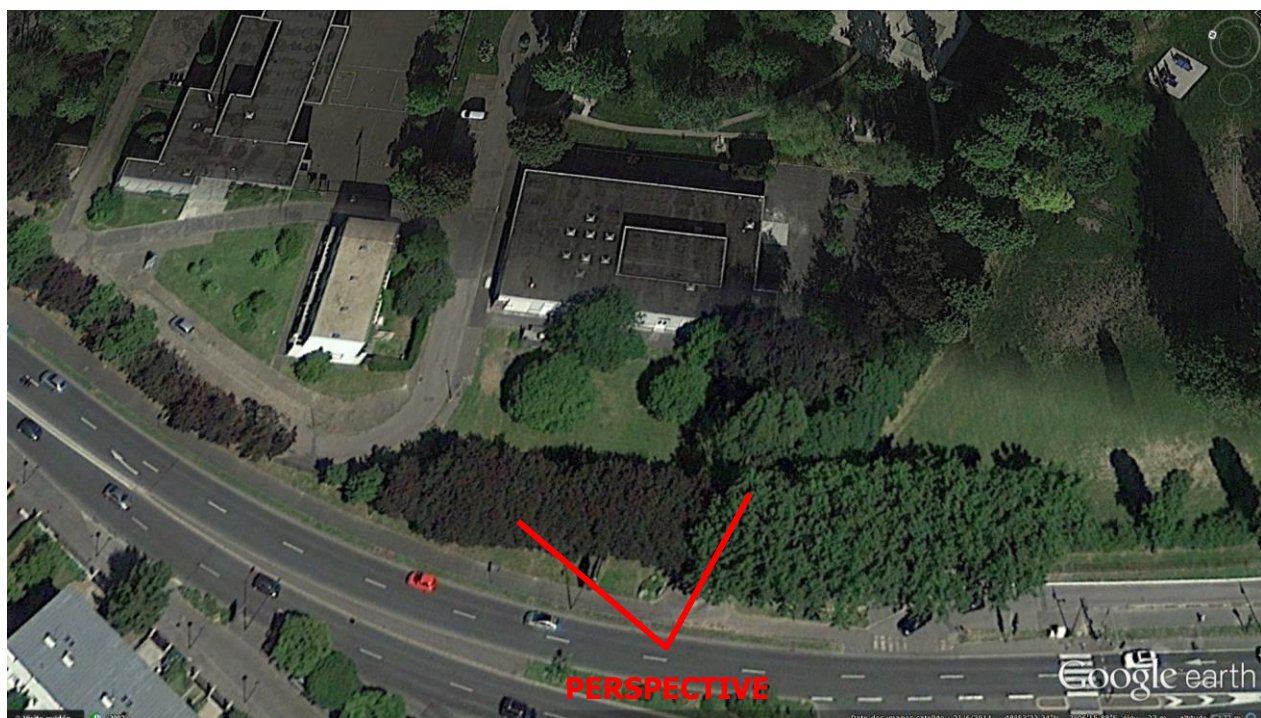
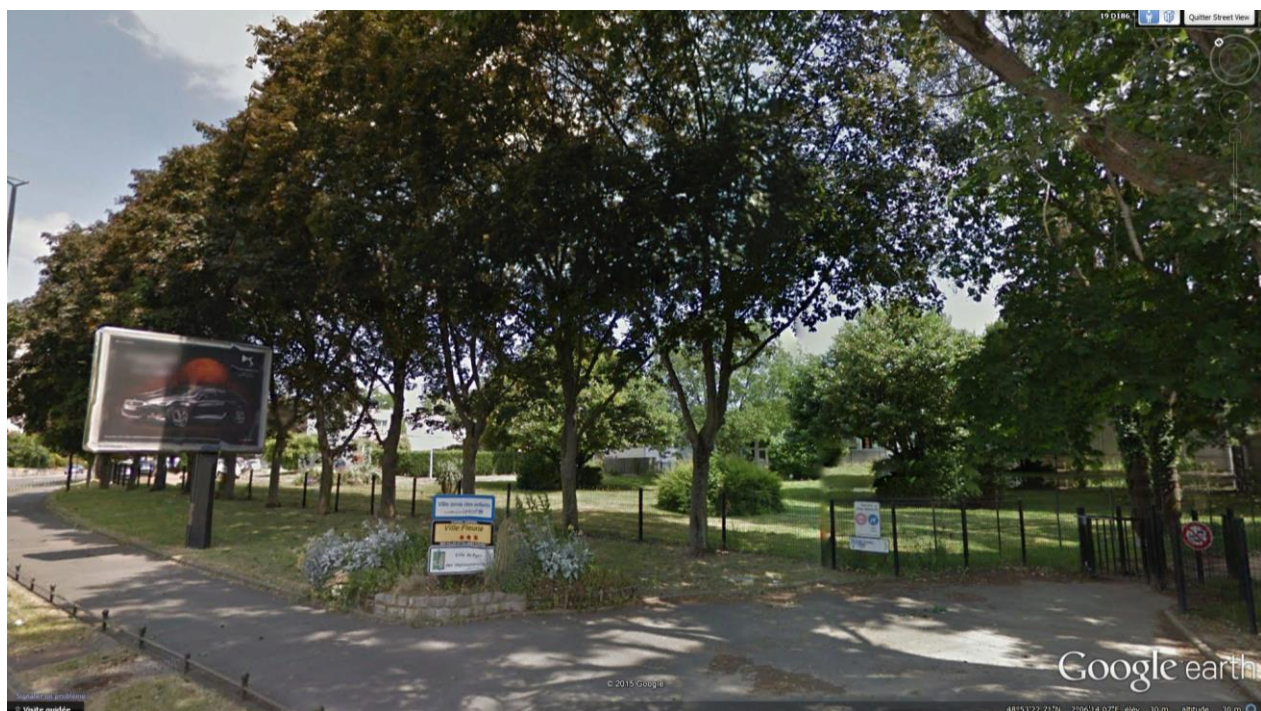
Dans un souci de cohérence dans la présentation des projets aux membres du jury, l'organisation des panneaux sera similaire pour l'ensemble des projets. Elle devra respecter la mise en page indiquée sur les croquis suivants :

PANNEAUX - GROUPE SCOLAIRE JEAN MOULIN

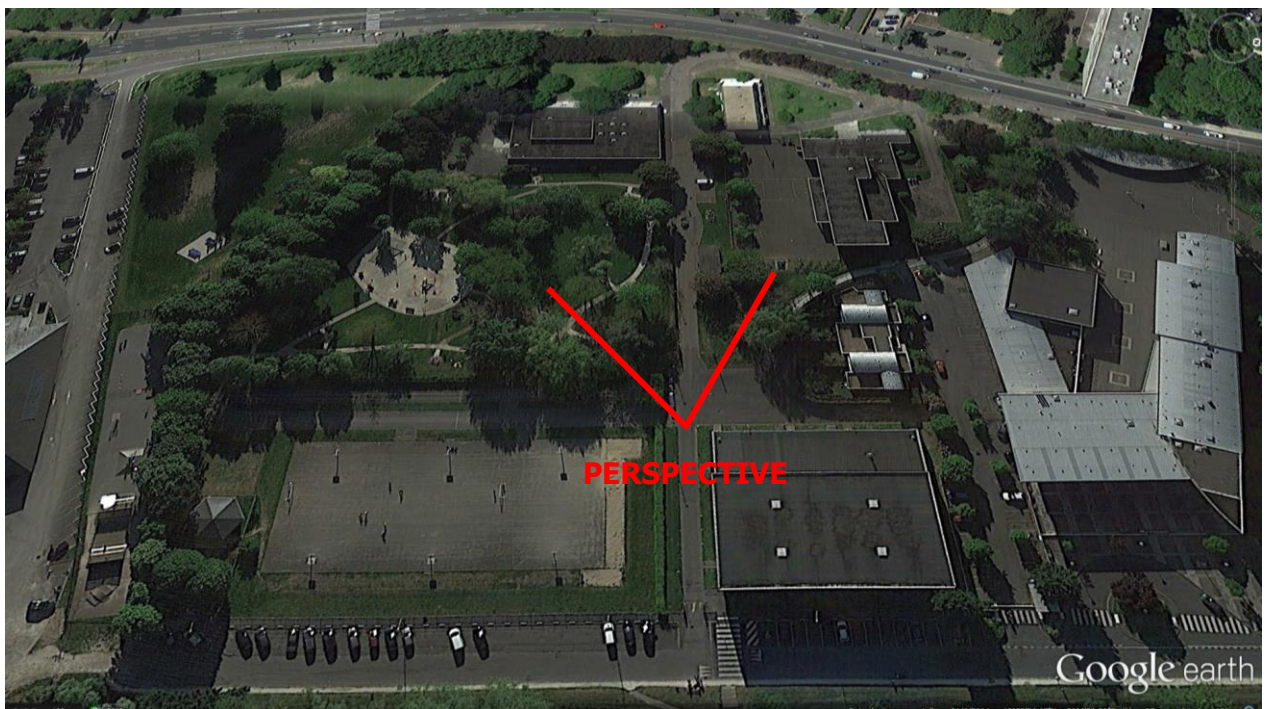
PERSPECTIVE : ENTREE DE VILLE – AVENUE CHARLES DE GAULLE
PLAN MASSE
PLANS DE CHAQUE NIVEAU

PERSPECTIVE : DEPUIS LE QUAI DU 8 MAI 1945
PLANS FACADES / COUPES SIGNIFICATIVES

PERSPECTIVE : ENTREE DE VILLE - AVENUE CHARLES DE GAULLE



PERSPECTIVE : QUAI DU 8 MAI 1945



PANNEAU – LOCAL JEUNES

PERSPECTIVE : DEPUIS LE QUAI DU 8 MAI
1945

PLAN MASSE

PLANS DE CHAQUE NIVEAU




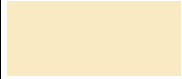












PLANS FACADES / COUPES SIGNIFICATIVES

PERSPECTIVE : QUAI DU 8 MAI 1945



Sur les plans, les différents secteurs fonctionnels seront repérés conformément à la codification présentée dans le tableau des surfaces du programme, ainsi qu'à la charte de couleurs présentée ci-après. Chaque espace (y/c les circulations et locaux techniques) comportera les renseignements suivants : le code du programme, le nom et la surface de l'espace.

Charte de couleurs

code	Ecole Maternelle	couleur	référence (RVB)
AM	Accueil		153-153-255
PEM	Locaux d'enseignement		255-204-102
PAM	Locaux direction et enseignants		231-202-232
PM	Locaux d'accompagnement		250-234-195
PSM	Sanitaires		204-204-0
PDAM	Locaux Annexes		0-112-192
PRM	Locaux de restauration		182-197-209
CLEM	Centre de loisirs des écoles maternelles		252-98-124
code	Ecole élémentaire		
AE	Accueil		153-153-255
PEE	Locaux d'enseignement		255-204-102
PAE	Locaux direction et enseignants		231-202-232
P	Locaux d'accompagnement		250-234-195
PDA	Locaux Annexes		0-112-192
PSE	Sanitaires		204-204-0
PRE	Locaux de restauration		182-197-209
CLSH	CLSH		146-208-80

RASED	RASED		252-246-126
	Local Jeunes	couleur	référence (RVB)
LJ	Local Jeunes		153-255-153

L'ensemble des documents graphiques devra également être fourni sous forme de fichiers informatiques au format « .pdf » et « excel », le tout sur un CD-ROM.

Ces pièces graphiques respecteront les règles de l'anonymat.

5.2 Documents écrits

5.2.1 Enveloppe n° 1

Le candidat devra également fournir, dans une enveloppe séparée et anonyme, intitulée "Mémoire architectural et technique", les pièces écrites du dossier. Celles-ci sont à fournir en cinq (5) exemplaires, format A4, recto/verso, rédigées en langue française, Police Arial Narrow, taille 11, ainsi qu'une version informatique du cadre de réponses (format excel). Pour les candidats répondant sur la plateforme de dématérialisation, les pièces transmises par voie électronique devront respecter la même charte graphique.

Les pièces écrites seront au nombre de cinq :

- **PE1.** Une note de présentation,
- **PE2.** Un mémoire architectural,
- **PE3.** Un mémoire technique,
- **PE4.** Un mémoire financier et un planning,
- **PE5.** Les cadres de réponses, joints au présent dossier de consultation, à compléter et à renseigner.

Ces pièces écrites respecteront les règles de l'anonymat.

5.2.1.1 **PE1.** La Note de présentation

Cette note synthétique sera lue aux membres du jury en séance.

Une page unique de format A4 (Police Arial Narrow, taille des caractères : 11) décrira le parti architectural retenu et les principes de fonctionnement du projet.

5.2.1.2 **PE2.** Le mémoire architectural

Le mémoire architectural, de 15 pages maximum, présente les choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre en ce qui concerne notamment :

Le parti architectural adopté pour le projet et son intégration au site,

a) L'organisation des espaces sous cinq aspects :

- ✓ L'organisation des ensembles fonctionnels,
- ✓ L'accessibilité et accueil des usagers (élèves, parents d'élèves, visiteurs,...),
- ✓ La sûreté,
- ✓ Les circulations : publiques et internes aux ensembles fonctionnels
- ✓ Les dispositions relatives à l'accessibilité des personnes handicapées.

b) La typologie du bâti, l'orientation des différents bâtiments et les matériaux utilisés,

c) Le traitement des espaces, volumes et aménagements internes,

d) L'organisation et le traitement paysager des espaces extérieurs : avec indication des matériaux et des plantations envisagées,

e) L'appréciation des règles d'urbanisme.

Ces textes pourront être illustrés de croquis et schémas.

A ce mémoire format A4 recto/verso seront joints les plans des niveaux à l'échelle 1/200^{ème} en format A3 pliés.

5.2.1.3 **PE3.** Le mémoire technique

Le mémoire technique, de 15 pages maximum, comportera les informations suivantes sur les solutions techniques et les matériaux :

- **PE3.1.** Description des solutions techniques de fondation, d'étanchéité, de structure, d'enveloppe y/c menuiseries extérieures,
- **PE3.2.** Description des systèmes techniques : de chauffage, de climatisation, de ventilation, de traitement de l'eau, de pompage, de stockage d'énergie ;
- **PE3.3.** Description des matériaux et des matériaux de façades ;
- **PE3.4.** Description du traitement des espaces extérieurs ;
- **PE3.5.** Principes architecturaux, techniques et organisationnels envisagés au stade de l'esquisse en vue d'apporter des réponses pertinentes au différents niveaux de performance décrits dans les objectifs de Haute Qualité Environnementale du projet.

Ce mémoire se présente en format A4 recto/verso.

5.2.1.4 **PE4.** Le mémoire financier et planning

Ce document comportera les informations suivantes :

- **PE4.1.** estimation prévisionnelle du projet détaillé par poste : structure / fondations, lots techniques, enveloppe et finitions, VRD / espaces verts, etc....
- **PE4.2.** avis sur l'organisation des études, la consultation des entreprises et le suivi des travaux paraissant les plus adaptés à la situation,
- **PE4.3.** planning prévisionnel détaillé des études avec indication des modalités de réalisation et des responsabilités des différents intervenants du groupement pour chaque phase, ainsi que pour la phase de suivi des travaux. Ce planning prévisionnel devra intégrer le déroulement des tranches ferme et conditionnelle.

Ce mémoire se présente en format A4 recto/verso.

5.2.1.5 **PE5.** Cadre de réponses

Le cadre de réponse est un outil facilitant le travail des concepteurs tout autant que celui de la commission technique (utiliser obligatoirement le cadre informatique fourni)

Il comportera:

- **PE5.1.** *Un tableau des surfaces utiles et hors œuvre issues du programme, permettant de renseigner les surfaces du projet et de les comparer au programme,*
- **PE5.2.** *Un tableau des surfaces hors-œuvre nettes et brutes de l'ensemble de l'opération,*
- **PE5.3.** *Un tableau des surfaces extérieures du projet, réparties par nature,*
- **PE5.4.** *Un tableau des surfaces programme/projet,*
- **PE5.5.** *Un tableau de l'estimatif travaux et proposition de rémunération,*
- **PE5.6.** *Un tableau de composition des dépenses d'exploitation*
- **PE5.7.** *Un tableau de l'évaluation de la Qualité Environnementale du Bâtiment.*

Le cadre de réponse est fourni aux concurrents en version informatique pour leur faciliter la tâche de saisie. Pour les candidats répondant sur support papier, une version informatique du cadre de réponses, doit obligatoirement être transmise sur clé USB ou CD. Si la trame fournie n'est pas utilisée, le jury pourra décider de l'éviction du candidat.

5.2.2 **Enveloppe n° 2**

Le candidat devra enfin fournir, dans une enveloppe séparée et anonyme, intitulée "offre de prix", un projet de marché comprenant l'acte d'engagement dûment daté et signé par le ou les représentant(s) qualifié(s) des membres du groupement. Le candidat devra joindre au projet de marché un tableau retraçant par élément de mission : le temps passé, les compétences requises et le coût/journée.

Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation de sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour les sous-traitants désignés au marché. Le candidat devra alors indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement. Les offres seront entièrement rédigées en langue française, et libellées en EUROS.

Tous les éléments du projet (dossier de plans et note de présentation, à l'exception de l'offre de prix) doivent être **anonymes**. En effet, aucun élément ne doit permettre l'identification de l'auteur de la prestation (tels que noms, marques, adresse, etc.). Le cas échéant, le candidat sera éliminé et aucune prime ne lui sera allouée.

5.3 **Maquette**

Le socle de la maquette d'environnement au 1/200^{ème} du groupe scolaire et du local jeunes est réalisée par la ville. Le socle est destiné à recevoir les projets architecturaux des candidats soumis à un principe d'empreinte. Il sera remis à chaque candidat une empreinte de la zone d'intervention. Le gabarit de l'empreinte sera mis à disposition des équipes de Maîtrise d'œuvre, mi-Décembre 2015, en mairie. Le projet du candidat devra s'inscrire dans cette empreinte. La maquette rendue sera de couleur blanche.

Elle sera remise sous emballage opaque et anonyme, le 26 Février à 16h00 en mairie.

Article 6. Conditions d'envoi ou de remise des prestations

6.1 – Transmission sous support papier

Les prestations des candidats admis à concourir devront être adressées en courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal ou remises contre récépissé à l'adresse ci-après. Elles doivent parvenir à destination avant la date et l'heure limites de remise des plis indiquées en page de garde du présent règlement.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites de remise des plis ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus. Aucune prime ne sera allouée au candidat.

L'ensemble des documents demandés à l'article 5 du présent règlement de concours devra parvenir sous pli cacheté, sur lequel figureront les mentions suivantes :

Concours de maîtrise d'œuvre pour la reconstruction du Groupe Scolaire Jean Moulin et du Local Jeunes

NE PAS OUVRIR

VILLE DU PECQ
Service Marchés Publics
13 bis, quai Maurice Berteaux
78230 LE PECQ

Au sein de ce pli cacheté, devront figurer, de manière individualisée, les documents mentionnés à l'article 5 ci-avant, avec les mentions suivantes :

- *Documents constitutifs de l'esquisse, sous emballage opaque et anonyme (article 5.1) :*

Pièces graphiques

NE PAS OUVRIR

- *Enveloppe n° 1 (article 5.2.1) :*

Mémoire architectural et technique

NE PAS OUVRIR

- *Enveloppe n° 2 (article 5.2.2) :*

Offre de prix

NE PAS OUVRIR

NOM DU CANDIDAT :

- *Maquette (article 5.3) :*

Maquette

NE PAS OUVRIR

NOM DU CANDIDAT :

6.2 – Transmission électronique

Les entreprises souhaitant répondre par voie dématérialisée doivent contacter Mme Anne-Lise Lescoute du service support de la plate-forme de dématérialisation au 01.72.33.90.66 pour avoir un accès à la consultation.

Les candidats qui transmettent leur offre par voie électronique doivent les transmettre à l'adresse suivante : <http://www.eu-supply.com/pecq.asp>. Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur (à l'exception de la maquette).

Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

La transmission électronique doit être effectuée avant la date et l'heure figurant sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Copie de sauvegarde

Le candidat peut effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support papier, ou sur support physique électronique.

Cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « Ne pas ouvrir - copie de sauvegarde ».

Formats des fichiers

Les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants :

- Portable Document Format (*.pdf);
- Applications bureautiques (au minimum *.doc, *.xls, *.ppt, *.rtf);
- Images (*.jpg, *.gif);
- Plans (*.dwg, *.dxf)

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les fichiers comportant les extensions suivantes ne doivent pas être utilisés par le soumissionnaire : *.exe, *.vbs, *.com, *.bat, *.scr, *.tar.

Les fichiers dont le format est autorisé ne doivent pas contenir de macros.

Virus

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Certificat de signature

Les opérateurs économiques doivent signer électroniquement les fichiers constituant leur candidature et/ou leur offre en présentant un certificat de signature électronique.

La signature électronique du fichier ou du document représentant l'Acte d'Engagement est obligatoire.

La signature du fichier ZIP (équivalent à une enveloppe papier) contenant les pièces du marché dont l'Acte d'Engagement non signé, n'est pas suffisante, et entraînera de fait, le rejet de l'offre.

Ce certificat doit être conforme au référentiel général de sécurité (RGS), ou à des conditions de sécurité équivalentes. Les formats de signature acceptés sont XAdES, PAdES et CAdES.

L'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics prévoit plusieurs cas selon le certificat de signature utilisé :

le certificat de signature émane de la liste de confiance française ou d'une liste de confiance d'un autre Etat-membre (pour les certificats qualifiés, équivalents au niveau 2* du RGS), c'est-à-dire qu'il peut être relié à un prestataire ou un produit de sécurité référencé pour la France par le ministère chargé de la réforme de l'Etat sur le site www.references.modernisation.gouv.fr; et pour les autres Etats-membres par la Commission européenne sur le site

(http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm).

Dans ce cas, la conformité du produit au RGS est présumée.

le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance : il peut s'agir de produits émanant de prestataires de pays-tiers, mais aussi de prestataires

européens ou français, qui n'ont pas fait l'objet d'un référencement, souvent pour des raisons de coût. Ce sont ces certificats dont il faut vérifier la conformité au RGS avant de les accepter. L'arrêté prévoit que le signataire transmet les éléments nécessaires à cette vérification, en plus des éléments nécessaires à la vérification de la validité de la signature elle-même.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

6.3 – Transmission des pièces graphiques et de la maquette

Les candidats qui transmettent leur offre par voie dématérialisée pourront remettre les pièces graphiques et la maquette contre récépissé ou, les envoyer par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal à l'adresse suivante :

**Ville du Pecq
Service Marchés Publics
13 bis Quai Maurice Berteaux
78230 Le Pecq.**

Les pièces graphiques et la maquette devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.4 Garantie de l'anonymat

Conformément à l'article 70 du Code des marchés publics (décret n° 2006-975 du 1er août 2006), l'anonymat des prestations devra être respecté, afin que les membres du jury n'aient pas connaissance du candidat initiateur du projet. L'anonymat des prestations sera assuré par Madame Delphine Klajer service Marchés Publics.

Article 7. Examen des prestations

7.1. Déroulement de la procédure

L'autorité compétente du pouvoir adjudicateur enregistre les prestations demandées et prépare les travaux du jury. Pour ce faire, une commission technique a été constituée.

Les prestations des candidats sont évaluées par le jury qui en vérifie la conformité au règlement de concours et en propose un classement fondé sur les critères indiqués ci-après, étant précisé que cette évaluation sera effectuée en respectant le principe de l'anonymat.

Le jury dresse un procès-verbal de l'examen des prestations et formule un avis motivé. Ce procès verbal est signé par tous les membres du jury. Conformément à l'article 70-VI du code des marchés publics, le jury se réserve la possibilité d'inviter les candidats à répondre aux questions qu'il aura consignées dans le procès-verbal, afin de clarifier un ou plusieurs points d'un projet. Le dialogue complet qui en découlera entre les candidats et le jury sera consigné dans un procès-verbal.

Après réception du (ou des) procès-verbal(aux) du jury, et après examen de l'enveloppe qui contient le prix, l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur choisit le (ou les) lauréat(s) du concours. L'autorité compétente du pouvoir adjudicateur négocie avec le (ou les) lauréat(s). Le marché qui fait suite au concours est attribué à l'un des lauréats par le Conseil municipal dans les conditions prévues à l'article 7.5.

L'autorité compétente du pouvoir adjudicateur alloue les primes aux candidats conformément aux propositions qui lui sont faites par le jury.

7.2 Composition du jury

La composition du jury a été arrêtée par la personne publique dans le respect des dispositions des articles 24 et 70 à 74-II du Code des marchés publics, par l'arrêté municipal n° 15-176 du 14 septembre 2015.

Conformément à cet arrêté, ont voix délibératives :

La Présidente du jury :

- Madame le Maire, Laurence BERNARD ou son représentant.

Les membres élus :

- Membres titulaires :
M. Jean-Noël AMADEI, Mme Nicole WANG, M. Sébastien PLOUVIER, M. Jacques LABRE, M. Bernard CLUZEAUD.
- Membres suppléants : Mme Vanessa SYLVESTRE, M. Cyrille PEYTAVIN, Mme Sabine TONDETTA, M. Pierrick FOURNIER, M. Raphaël DOAN.

Les personnalités qualifiées avec voix délibérative :

- Monsieur Hervé VACHON Architecte, Atelier Des Mathurins,
- Monsieur Bruno PLANCKE Architecte Conseiller au CAUE 78,
- Monsieur Bernard DUBOR, Architecte- Consultant à la MIQCP.

Au titre de leurs compétences liées à l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics, les agents de l'administration communale suivants, avec voix consultative :

- Monsieur Thierry Lambart, Directeur Général des Services,
- Monsieur Christian Loiseau, Directeur des Services Techniques et de l'Urbanisme,
- Madame Maïté Eftassiou, Rédacteur aux services techniques,
- Madame Corinne Chambon, Responsable de la vie scolaire.

Seront également invités :

- Le Trésorier Municipal de Saint-Germain-en-Laye
- Le représentant de la D.D.P.P.

Les règles de fonctionnement du jury sont celles de la commission d'appel d'offres, notamment en cas de partage des voix le Président du jury a voix prépondérante.

7.3 Critères de jugement des prestations

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article 53 du Code des marchés publics au moyen des critères suivants, auxquels est affecté un coefficient de pondération :

✓ Insertion paysagère, qualité architecturale et choix techniques	30 %
✓ Maîtrise et bonne interprétation des contraintes, exigences du programme et qualité de l'organisation fonctionnelle	30 %
✓ Qualité de la démarche environnementale	10 %
✓ Economie du projet et des coûts d'exploitation et de maintenance	30 %

7.4 Modalités d'indemnisation des concurrents

Les concurrents non retenus ayant normalement pris part à la consultation seront indemnisés selon les modalités suivantes : chaque candidat ayant remis une prestation respectant l'ensemble des exigences imposées par le présent règlement de concours se verra attribuer une prime de 60 000 € HT (ce prix comprend le coût des maquettes et des différents éléments devant être remis par le candidat), correspondant au prix estimé des études à effectuer, étant précisé que ce montant n'est ni révisable, ni actualisable. Toutefois, le montant de la prime pourra faire l'objet d'un abattement, sur décision du jury, notamment si le travail du candidat est jugé insuffisant. En tout état de cause, l'indemnité versée à l'occasion du concours constituera une avance sur les honoraires du lauréat retenu comme titulaire du présent marché de maîtrise d'oeuvre.

7.5 Négociation avec le ou les lauréats

Il est précisé que les honoraires proposés par le ou les lauréats feront l'objet d'une négociation avec le maître de l'ouvrage. Ces négociations pourront avoir lieu soit par écrit (courrier ou télécopie), soit oralement au sein des locaux de l'Hôtel de Ville, après convocation adressée au(x) candidat(s). En tout état de cause, toutes les négociations orales seront confirmées par écrit (courrier ou télécopie), tant de la part du maître de l'ouvrage que du candidat.

Les négociations pourront porter sur les caractéristiques, les conditions d'exécution du marché, et la prise en compte par le lauréat des observations éventuelles du jury sur son projet.

Article 8. Attribution du marché

Attestations et documents à produire avant attribution (article 46 du code des marchés publics)

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, sera donc retenu à titre provisoire en attendant qu'il produise les certificats et attestations des articles 46-I et 46-II du Code des marchés publics. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Le candidat devra également fournir l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du Code des Assurances.

Article 9. Dispositions d'ordre général

9.1 Déroulement du concours

Le maître d'ouvrage se réserve le droit à tout moment de déclarer sans suite le présent concours pour des motifs d'intérêts général. Les candidats en sont alors informés.

9.2 Acheminement des candidatures et des offres

Les envois seront acheminés sous la seule responsabilité des candidats. La Ville ne peut être tenue pour responsable du dépassement du délai de remise des projets. Les frais de transport des prestations sont à la charge des candidats.

9.3 Droit de propriété et publicité des projets

Le maître d'ouvrage conserve la pleine propriété des prestations du lauréat du concours, sous réserve des dispositions législatives et réglementaires sur la propriété artistique. Les prestations du lauréat retenu ne peuvent être utilisées par le maître d'ouvrage que lorsqu'il a confié à son auteur une mission de maîtrise d'œuvre.

Les prestations des autres concurrents ne peuvent être utilisées en tout ou partie par le maître d'ouvrage sans accord de leurs auteurs à l'exception d'éventuelles expositions ou publications.

A cet effet, le Maître de l'ouvrage se réserve le droit de faire une exposition publique des prestations remises dans le cadre du concours par les concurrents.